

VIARD Jean-Joseph

Etat civil :

Né en 1935 à Saint-Fons (Rhône).

Famille :

Marié à Monique Crochet. Un enfant : Anne-Laure. ¹

Position :

La Poste, Directeur honoraire. Ingénieur général des Télécommunications. ²

Carrière :

Membre du comité de soutien de Philex France 1999. ³ Ingénieur général des télécommunications, a fait presque toute sa carrière à France Télécom.

Formation :

Ancien élève de l'Ecole polytechnique (1956-1959⁴) et de l'Ecole nationale des Télécommunications (E.N.S.T.) (promotion 1957-1961⁵).

Service militaire :

Carrière :

-1958 :

Avril 1958 : Entre dans l'administration. ⁶

-1959 :

Dans l'administration depuis le 1er octobre 1959. ⁷

-1961 :

Octobre 1961 : Ingénieur de 2e classe des Télécommunications. ⁸

-1962 :

A exercé une bonne partie de sa carrière en qualité d'ingénieur (1962)

¹ La Documentation permanente, Paris, Société générale de Presse, 1996.

² Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications, Annuaire 1999 E.N.S.T. et E.N.S.T. Bretagne, Paris, AIST éditeur, 1999, p. B 229.

³ Plaquette présentation PhilexFrance 99, "Mondial du timbre. Paris du 2 au 11 juillet 1999>>>, p. 18.

⁴ Postes et Télécommunications, n°233, juin 1975, p. 21.

⁵ Postes et Télécommunications, n°233, juin 1975, p. 21.

⁶ Fédération syndicaliste des travailleurs des PTT Force Ouvrière, Annuaire général. Cadres administratifs et techniques. Chefs d'Etablissements des classes supérieures du ministère des Postes et Télécommunications, Paris, FO-PTT, 1967, p. 29. BHPT : PC 00463.

⁷ Jacques Lemercier (dir.), Annuaire général des cadres Supérieurs du ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace, Paris, Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T.-Force Ouvrière, 1988.

⁸ Fédération syndicaliste des travailleurs des PTT Force Ouvrière, Annuaire général. Cadres administratifs et techniques. Chefs d'Etablissements des classes supérieures du ministère des Postes et Télécommunications, Paris, FO-PTT, 1967, p. 29. BHPT : PC 00463.

-1968 :

Ingénieur en chef à la direction des Télécommunications de Paris (1968).⁹

-1972 :

Février 1972 : Ingénieur en chef des Télécommunications.¹⁰

Novembre 1972 : Ingénieur de 1ère classe, nommé et titularisé ingénieur en chef à la DRT Paris.¹¹

-1974 :

1er avril 1974 : Directeur régional des Télécommunications à la Direction des Télécommunications de Paris (Nommé le 1er avril 1974).

4 octobre 1974 : Dans une lettre adressée aux parlementaires, l'Association des ingénieurs des Postes et Télécommunications demande "la création d'un budget annexe des télécommunications, l'amélioration des carrières pour les cent dix mille fonctionnaires de cette branche et le rattachement de son budget et de son personnel à une direction unique des télécommunications pleinement responsable devant son ministre."¹²

16 octobre 1974 : Le Conseil des ministres saisi par le secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications (Pierre Lelong) d'un projet de réforme de la Direction générale des Télécommunications. Le C.N.E.T. dont "les activités seront redistribuées", se consacrera désormais uniquement aux activités de recherche. Son service de contrôle des prix sera rattaché à une nouvelle direction des affaires industrielles. Une direction de la production deviendra responsable de la part ingénierie du C.N.E.T., ainsi que les différentes directions régionales des télécommunications. En outre, le Conseil des ministres entérine la nomination des personnalités suivantes : G. Théry remplacerait L.-J. Libois à la tête de la Direction générale des Télécommunications. A la tête de la direction de la production est désigné J. Dondoux. A la tête de la direction des affaires industrielles est nommé J.-P. Souviron. La direction du C.N.E.T. est confiée Emile Julier qui sera en outre responsable du service des programmes et des affaires financières. La direction des Affaires Commerciales et Internationales est confiée à M. Charles Cotten.¹³

-1975 :

Directeur régional des Télécommunications de la Région Nord-Pas-de-Calais (Nommé le 15 avril 1975¹⁴).

⁹ Messages des Postes et Télécommunications, n°285, octobre 1979, p. 34.

¹⁰ Fédération syndicaliste des travailleurs des PTT Force Ouvrière, Annuaire général. Cadres administratifs et techniques. Chefs d'Etablissements des classes supérieures du ministère des Postes et Télécommunications, Paris, FO-PTT, 1973, p. 17. BHPT : PC 00463.

¹¹ Informations cadres, Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. Force Ouvrière, n°9/72, décembre 1972, Supplément à P.T.T. Syndicaliste, n°254, décembre 1972, rubrique III "Mouvement de personnel", archives C.G.T.-P.T.T..

¹² "Des ingénieurs demandent la création d'un budget annexe des Télécommunications", Le Monde, 10 octobre 1974, revue de presse de la Documentation Française, A.N., C.A.C., 820745/16 (F60 bis 5903), boîte "H IX 4- Télécommunications. Télégraphe 1946 à 1976 inclus."

¹³ "Modification au sein de la directions générale des Télécommunications", Le Monde, 17 octobre 1974, revue de presse de la Documentation Française, A.N., C.A.C., 820745/16 (F60 bis 5903), boîte "H IX 4- Télécommunications. Télégraphe 1946 à 1976 inclus".

¹⁴ Messages des Postes et Télécommunications, n°285, octobre 1979, p. 34.

-1978 :

Chargé des fonctions de délégué aux Télécommunications de la Zone Nord au 1er octobre 1978.¹⁵

-1979 :

15 novembre 1979 : Ingénieur général des Télécommunications à la Direction générale des Télécommunications en 1979¹⁶, Chargé du service de la prospective et des études économiques à la Direction générale des Télécommunications (arrêté n°3113 du 15 novembre 1979)¹⁷.

-1980 :

Chef de service de la prospective et des études économiques à la Direction générale des télécommunications au ministère des P.T.T. (1980).¹⁸

-1981 :

6 octobre 1981 : assiste à la réunion DGT/Cab. du ministre (ave entre autres Roulet et Zuber) qui porte sur les points suivants : 1-Augmentation de la taxe de base. 2-Protocole avec les sociétés de financement. 3-L'utilisation de fonds propres de la CNT. 4-Budget d'investissement 1982. “ (...) La non augmentation de l'enveloppe budgétaire 82 conduit d'autre part à des problèmes industriels graves au niveau de l'emploi notamment pour la CGCT. Par suite du retard dans les mises en service de centraux temporels, les sociétés CIT et Thomson ont de fortes pénalités (plusieurs dizaines de MF) à payer; il est nécessaire d'être ferme sur cette question. (...) ”. 5-Table ronde avec les syndicats. “ La réduction de la durée du travail hebdomadaire à 39h nécessite des emplois en plus. La DGT fournira : -une estimation réaliste des besoins. -l'évaluation des syndicats. ”. 6-Comité technique paritaire sur les problèmes de réorganisation territoriale. 7-Appareils de Télélarme. 8-Locaux de la Montagne Ste. Geneviève.¹⁹

27 octobre 1981 : assiste à la réunion DGT/Cab. du ministre (en même temps que entre autres Roulet) qui porte sur les points suivants : 1-Problèmes budgétaires et financiers : “ Le comportement des Finances [ministre : J. Delors] vis à vis des Télécommunications est de plus en plus préoccupant (blocage des augmentations de tarifs prévus dans la loi de Finances 81, prélèvement de 3, 2 milliards, blocage de 25% des AP [Autorisations de Programme] 82) et compromet l'équilibre financier des Télécommunications de même que les efforts entrepris pour une saine gestion. Il inquiète et risque de démobiliser les cadres des Télécommunications. Il est nécessaire de s'appuyer sur le ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire [ministre : M. Rocard] pour restaurer une planification financière des télécommunications. ”. 2-Communication au Conseil des ministres sur les Télécommunications. 3-Relations avec les services de l'Equipement. 4-Point sur la réorganisation territoriale des Télécommunications suite au CTP du 23/10/81.²⁰

¹⁵ Messages des Postes et Télécommunications, n°285, octobre 1979, p. 34.

¹⁶ Messages des Postes et Télécommunications, n°287, décembre 1979, p. 25.

¹⁷ Bulletin Officiel des P.T.T., Cab., 1052 cab 30, diff. z, p. 171, archives de la C.G.T.-P.T.T..

¹⁸ Encyclopédie périodique. Economique, Politique & Administrative, Postes et Télécommunications, “ L'administration française, les ministères ”, Biographies, Paris, Société Générale de Presse, 14 juin 1985.

¹⁹ Compte rendu de la réunion DGT/CAB du 6 octobre 1981, archives des PTT, archives Zuber, A.N., C.A.C., 19840662/2.

²⁰ Compte rendu de la réunion DGT/CAB du 27 octobre 1981, archives des PTT, archives Zuber, A.N., C.A.C., 19840662/2.

-1982 :

14 décembre 1981 : Assiste à la réunion DGT/Cab. (en même temps que entre autres Roulet) qui porte sur les points suivants : I-Questions budgétaires : “ a-Crédits d’engagement : 25% des AP [Autorisations de Programme] sont bloqués en tranche optionnelle, dont seulement 37, 5 % des AP notifiées au 1er semestre [19]82. (...) b-Emplois : il est important d’annoncer clairement avant le 1er janvier 1982 les mesures concernant les réductions d’horaire. (...) ”. II-Réorganisation territoriale : exposé de M. Negre. “ Trois textes sont en préparation sur : a- la création de trois DRT et DRP. b-la création des DOT en précisant que le DOT est chef de service responsable, avec création de CTP au niveau DOT. c-La réorganisation de l’Ile-de-France. Un essai de séparation des comptes au niveau des ACR sera fait en Basse-Normandie et en Franche-Comté. ”. III-Système MT. IV-Vidéotex professionnel. V-Conseil des ministres sur la télématique.²¹

Août-septembre 1982 : La nouvelle délégation aux vidéocommunications (DAV), mise en place à la D.G.T., cherche à promouvoir la transmission de l’image avec interactivité (en utilisant les meilleurs moyens techniques possibles) à travers les expérimentations pilotes (Biarritz est sous sa compétence) dont elle aura la charge totale, la partie technique étant assurée par le C.N.E.T. Avec sa création, il a été mis fin à l’existence de l’ancienne Délégation aux communications optiques (DCO) créée en 1979. La nouvelle DAV, confiée à M. François Gérin, ingénieur en chef des Mines est rattachée au SPES-Service de la Prospective et des études économiques à la D.G.T., dirigée par Jean Viard.²²

4 août 1982 : J. Viard annonce la création d’une lettre trimestrielle Prospective Télécom par le SPS. Viard explique que la SPS conduit un certain nombre de réflexions sur l’environnement, le développement futur des télécommunications. Ces études qui sont le fait de chercheurs travaillant en liaison avec l’ensemble de la D.G.T., sont ouvertes au monde de la communication et aux positions et idées débattues dans le monde entier. Elles ne représentent pas toujours des prises de position de la D.G.T. Elles ouvrent, le champ des idées et discussions, en mettant en évidence les forces principales.²³

30 novembre 1982 : assiste à la réunion DGT/Cab (en même temps que entre autres Aron, Roulet, Zuber) au cours de laquelle sont examinées les questions suivantes : 1-Décrets de taxe; 2-Fiscalisation (Charte de gestion semble être acceptée. Problème de la TVA semble repoussé au moins jusqu’en 1986. Problème du prélèvement : “ a-Le prélèvement est assorti d’une prise en charge par l’Etat des pertes au change des emprunts contractés à l’étranger. b- Le prélèvement est considéré comme l’établissement d’une réserve pour constituer éventuellement le fonds de roulement de l’entreprise Télécom. La DGT estime que la solution a- serait préférable à la solution b-. Le montant du prélèvement pour 1982 semble être arrêté à 2, 9 GF alors que le résultat d’exploitation des Télécommunications global pour les PTT sera négatif et fait sans précédent, le résultat d’exploitation des Télécommunications serait négatif pour la première fois. ”. 3-Programme d’action en Télématique. 4-Programme de commutation 1982. 5-Budget personnel 1983.²⁴

²¹ Compte rendu de la réunion DGT/CAB du 14 décembre 1981, archives des PTT, archives Zuber, A.N., C.A.C., 19840662/2.

²² INF. TELECOM ET TELEMATIQUE, n°1333, 28 septembre 1982, archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665 (F 90 bis 6345).

²³ INF. TELECOM ET TELEMATIQUE, n°1306, 4 août 1982, archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665 (F 90 bis 6345).

²⁴ Compte rendu de la réunion DGT/CAB du 30 novembre 1982, archives des PTT, archives Zuber, A.N., C.A.C., 19840662/2.

21 décembre 1982 : Assiste (représente avec d'autres personnalités la DGT) à la réunion DGT/Cab (en même temps que entre autres Roulet et Zuber). 1-Comblement des emplois-les régions déficitaires (moitié Nord de la France); 2-Recrutement des cadres supérieurs (besoin urgent de cadres recrutés en externe de l'ordre de 40/an); 3-Radiocommunication; 4-CCETT.²⁵

-1983 :

17 mars 1983 : Assiste à la réunion (avec entre autres Aron, Zuber, représentants le cabinet du ministre, Roulet représentant de la DGT). 1-Politique de la DGT "agrément"; 2-Carte à mémoire; 3-Tarifification des cabines publiques; 4-Annuaire par rues; 5-Emplois à la DGT ("La demande de 1500 emplois pour les télécommunications, justifiée par les besoins de la filière électronique et de la croissance du secteur des télécommunications sera faite officiellement fin mars. Le Cabinet donne en outre son accord de principe sur les deux points suivants : -les agents télécommunications des garages, gérés par la poste seront transférés à la poste sans la part correspondante des crédits. -les taux de vacances d'emplois seront revus entre les deux branches afin de hâter les recrutements Télécoms. Les dispositions utiles seront mises en oeuvre par la DIPAS, sous l'impulsion du Cabinet, et en liaison avec le DGP. Au besoin, une réunion des Directeurs généraux et Directeurs sera tenue à l'initiative du Cabinet."); 6-Recrutement des INP et des agents contractuels; 7-Pénalités des constructeurs Thomson et CGE.²⁶

22 avril 1983 : Assiste à la réunion (avec entre autres Aron, Roulet) DGT/Cab sur le problème des effectifs (maque d'effectifs) au niveau régional et local. Zuber indique que le ministre de l'Industrie et de la Recherche s'est montré disposé à appuyer une demande d'effectifs au titre du budget de 1984 dans des conditions de forme qui restent à préciser. Pour répondre à une demande de la DGT faite au ministre de la création d'un corps parallèle (le corps des "experts de la filière électronique") avec plusieurs niveaux d'entrée possibles, Zuber rappelle que le ministre de l'Industrie a admis le principe d'une demande correspondant à la filière électronique et propose à la DGT d'améliorer dans sa présentation l'argumentaire présenté antérieurement.²⁷

27 mai 1983 : Assiste à la réunion (avec entre autres Aron, Roulet, Zuber) entre le Cabinet du ministre et la Direction générale des Télécommunications au cours de laquelle est examinée la question de l'évolution des filiales et des rapports P.T.T.-filiales. La DGT prévoit de rattacher Transpac et Sofrecom au groupe FCR sous l'angle des prises de participation. Recrutement par détachement des fonctionnaires est à privilégier pour éviter des difficultés lors d'une réintégration ultérieure. Les rapports entre la DGT et les Sociétés seront régis par des conventions. Filialisation de certaines opérations de promotion, la DGT réglant par marché le montant des prestations à FCR. Dans chacune des filiales la DGT désigne un représentant spécialisé au conseil d'administration. Eventualité d'une reprise de Locatel (Thomson-CGE) par FCR Holding pour faire de Locatel-EGT une puissante centrale de location. Augmentation de capital nécessaire pour Sofrecom. Etablir une convention entre la DGT et Transpac en indiquant que son principal dirigeant pourrait se voir attribuer des fonctions nouvelles au sein du groupe FCR en cours de constitution. La convention annoncée permettra

²⁵ Compte rendu de la réunion DGT/CAB du 21 décembre 1982, archives des PTT, archives Zuber, A.N., C.A.C., 19840662/2.

²⁶ Compte rendu de la réunion DGT/CAB du 17 mars 1983, archives des PTT, archives Zuber, A.N., C.A.C., 19840662/2.

²⁷Compte rendu de la réunion DGT/CAB du 22 avril 1983, archives des PTT, archives Zuber, A.N., C.A.C., 19840662/2.

de redéfinir les frontières entre Transpac et l'Administration, alors même que les problèmes que pose la situation des personnels sont dans l'impasse.²⁸

-1987 :

22 janvier 1987²⁹ : Passe à La Poste en 1987 comme Ingénieur général, abandonne alors son rôle de chef de service de la Prospective et des études économiques. En fait il perpétue une petite tradition puisque la plupart de ses prédécesseurs à la direction <<technique>> ont eux aussi été des ingénieurs des Télécommunications.³⁰

-1988 :

13 avril 1988 : Participe au Conseil de Direction générale (avec entre autres Meynié, Limat Luciani, Bodet, Delage, Vieilledent, Milcent, Duparc, Migone, Pichon...) au cours de laquelle Pichon fait un exposé sur la déconcentration. En tant que Directeur Général de la Poste Delage intervient au cours de la réunion : 1-Demande que la réflexion soit prioritairement menée sur les conditions et modalités de mise en place d'une organisation basée sur une diminution du nombre des interlocuteurs de la Direction générale, qui ne se superpose pas aux Régions actuelles; 2-donne son accord au principe de transfert aux départements des attributions opérationnelles assurées actuellement par les régions. 3-Considère comme prématuré d'arrêter une option sur le nombre et le découpage des circonscriptions.³¹

-1990 :

3 janvier 1990 : Participe au Conseil de Direction générale (avec entre autres Darrigrand, Vieilledent, Limat, Luciani, Bodet, Bourmaud, Cousquer, Perret, Duparc, Migone, Schmidt), porte sur l'innovation, la simplification des procédures, le programme de travail de l'Inspection Générale, le bilan du congrès de l'U.P.U.³²

10 janvier 1990 : Participe au Conseil de Direction générale (avec entre autres Darrigrand, Vieilledent, Limat, Luciani, Bodet, Bourmaud, Cousquer, Perret, Duparc, Migone, Schmidt, Capelle..), Examen des simulations financières, commentaires sur l'évolution du budget de communication 1990, affectation des administrateurs de la promotion 1987/1990, examen du tableau de bord, questions concernant l'Ile-de-France : programme d'action de la qualité de service de l'acheminement, mise en place de fichiers régionaux de clientèle SF dans les bureaux d'IDF; Le Plan d'Épargne Populaire, réunion DGT/DGP.³³

17 janvier 1990 : Participe au Conseil de Direction générale (avec entre autres Darrigrand, Vieilledent, Limat, Luciani, Bodet, Bourmaud, Cousquer, Perret, Duparc, Migone, Schmidt), porte sur le Point d'étape sur le programme " Approfondir et améliorer le dialogue social ", étude sur les flux de communication technique entre la Direction générale et les

²⁸ Compte rendu de la réunion DGT/CAB du 27 mai 1983, archives des PTT, archives Zuber, A.N., C.A.C., 19840662/2.

²⁹ Fédération syndicaliste des travailleurs des PTT Force Ouvrière, Annuaire général. Cadres administratifs et techniques. Chefs d'Établissements des classes supérieures du ministère des Postes et Télécommunications, Paris, FO-PTT, 1990, p. 1. BHPT : PC 00463.

³⁰ La Poste Références, septembre-octobre 1991, p. 26.

³¹ Compte rendu du conseil de Direction générale du 13 avril 1988, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 980486/2.

³² Compte rendu synthétique du conseil de Direction générale du 3 janvier 1990, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 980486/10.

³³ Compte rendu synthétique du conseil de Direction générale du 10 janvier 1990, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 980486/10.

établissements, affectation des administrateurs de la promotion 1987-1990, déflation des services centraux, examen du calendrier de travail.³⁴

20 décembre 1990 : Participe (en même temps que entre autres Bodet, Vieilledent, Bourmaud, Perret, Cousquer) à la réunion interrégionale des cadres de La Poste qui se déroule à Bordeaux Mérignac, participe à la table ronde : “ Simulation de vol : le contrat de gestion”.³⁵

-1991 :

Janvier 1991 : directeur de l'équipement et de l'informatique de La Poste.³⁶ Non E.N.S.P.T.T.

-1994 :

16 septembre 1994 : Désigné comme représentant titulaire de La poste auprès du comité technique paritaire le 16 septembre 1994 (décision n°1259 du 16 septembre 1994) en même temps que entre autres Bodet, Lenormand, Viet, Aupied, Capelle, Bourmaud, Peter, et suppléants entre autres : Viet (suppléant du directeur général de La Poste), Bougot, L'Homme...³⁷

-1962 :

ingénieur à la Direction des Télécommunications de Paris.

-1968 :

directeur du plan de la direction des Télécommunications de Paris.

-1979 :

délégué de zone (Nord-Pas-de-Calais et Picardie).

-1987 :

22 janvier : directeur technique à la Direction générale de La Poste au ministère délégué chargé des P.T.T.³⁸

-1991 :

Janvier 1991 : directeur de l'équipement et de l'informatique de La Poste.³⁹

Novembre 1991 : F. Migone lui propose de représenter l'UPU auprès de la CCITT.⁴⁰

Décorations, distinctions honorifiques :

Chevalier de la Légion d'Honneur (décret du 11 juillet 1980 *J.O.* du 13 juillet 1980).⁴¹ O. Légion d'honneur⁴², Officier de l'Ordre National du Mérite⁴³ (décret du Président de la République du 15 février 1985 *J.O.* du 19 février 1985).⁴⁴

³⁴ Compte rendu synthétique du conseil de Direction générale du 17 janvier 1990, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 980486/10.

³⁵ Dépliant sur la journée interrégionale et correspondance diverse du mois de décembre 1990, archives de la Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/2.

³⁶ La Documentation permanente, Paris, Société générale de Presse, 1996.

³⁷ Bulletin des ressources humaines de La Poste, 1994, p. 23, in Bulletin Officiel de La Poste, 1994.

³⁸ La Documentation permanente, Paris, Société générale de Presse, 1996.

³⁹ La Documentation permanente, Paris, Société générale de Presse, 1996.

⁴⁰ Note de F. Migone à Y. Cousquer sur La Poste et le courrier électronique, 21 novembre 1991, A.N., C.A.C., 960442/1.

⁴¹ Bulletin Officiel des P.T.T., 1980, “ Saumon ”, Cab., 270 cab 12, p. 1.

⁴² Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications, Annuaire 1999 E.N.S.T. et E.N.S.T. Bretagne, Paris, AIST éditeur, 1999, p. B 229.

⁴³ Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications, Annuaire 1999 E.N.S.T. et E.N.S.T. Bretagne, Paris, AIST éditeur, 1999, p. B 229.

⁴⁴ Bulletin Officiel des P.T.T., 1985, t. 2, “ Saumon ”, Cab., 75 cab. 5, p. 3.